

## POESIE [1], CAUCHEMARD OU REALITE PREVISIBLE ?

Lettre ouverte à ceux qui veulent voter oui ou s'abstenir au référendum sur le projet de Constitution pour l'Europe

Quand ils ont touché à la retraite  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas retraité.

Quand ils ont touché aux 35 h  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas concerné.

Quand ils ont privatisé E.D.F,  
Je n'ai rien dit, je pensais que j'allais y gagner,

Quand ils ont supprimé le statut de la fonction publique,  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas statutaire,

Quand ils ont baissé l'impôt sur le revenu,  
Je n'ai rien dit, je n'en payais pas [2],

Quand ils ont touché à la sécurité sociale  
En diminuant l'accès aux soins [3] et à l'hôpital.[4]  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas malade,

Quand ils ont créé le marché unique,  
Je n'ai rien dit, je n'étais pas actionnaire [5].

Quand ils ont touché à l'école de la République,  
Je n'ai rien dit, je n'étais ni lycéen, ni étudiant,

Quand ils ont écrit la « directive Bolkestein » [6],  
Je n'ai rien dit, je ne connaissais rien au droit,

Quand ils m'ont consulté sur le référendum  
Je n'ai rien dit[7], je ne faisais pas de politique,

Depuis, ils m'ont retrouvé et licencié au nom de la constitution [8]

Qui « offre à ses citoyens un espace de liberté....et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée» (art I-3).

Je me suis retrouvé LIBRE, « libre de chercher un travail » [9],

Sans salaires et sans électricité (privatisée),

Sans logement [10], sans sécurité sociale[11], sans droits...

Puis ils sont venus me chercher pour travailler sans contrat,[12]

Dans une entreprise sous traitante, d'une ex entreprise publique [13]

Sans syndicat salarié, sans rapport de force collectif,

Dans l'amiante et le nucléaire privatisé [14] ....

Sur ma pierre tombale, des militants ont écrit

« Prolétaire européen, victime de la démocratie de marché»

Martigues, le mardi 15 février 2005

Fabrice AUBERT / Economiste, Militant Altermondialiste à partir d'un Poème écrit à Dachau et attribué au Pasteur Martin Niemöller

---

[1] Profitez de la poésie, lisez la 1 ou 2 fois d'un trait (sans tenir compte des notes), puis lisez la avec les notes (pour voir le réel).

[2] Un ménage sur 2 ne payant pas d'impôt (emplois précaires + salaires faibles), la « baisse d'impôt » n'a profité qu'aux riches et aux salariés cadres supérieurs (dont je suis). Tout ceci contribuant aussi à alimenter les déficits (déficit public, sécurité sociale, ASSEDIC, retraites, etc..).

[3] Baisse des remboursements (médicaments) par la sécurité sociale (Décision Française favorisant le développement des assurances privées).

[4] Fermeture de lits et d'hôpitaux. Notons que ces deux aspects (3 et 4) s'harmonisent au niveau Européen, pour faire de la santé... une marchandise. Par cette baisse de l'offre de soins publics, la constitution planifie ainsi, un marché européen de la santé. . (voir 11).

[5] Résultat : « Des résultats records pour les entreprises françaises » en 2004 / Regardez votre fiche de paye en comparaison.

[6] Plus besoin de directive (d'où sa suppression), car intégré au projet de constitution (articles spécifiant la « liberté de circulation du capital » et des « implantations d'entreprises ». Aux salariés de suivre les « mouvements du capital » et de s'adapter aux « statuts locaux ».

[7] 30 % d'abstentions pour le référendum de Maastricht (51 % de oui pour le traité). Pitié, prière et espoir : que l'histoire ne se répète pas...

[8] La constitution va remplacer les termes « Compétitivité » et « mondialisation » pour justifier un acte purement financier, donc inhumain.

[9] La constitution de 1958 reconnaît le « droit au travail » (préambule). La constitution Européenne nous reconnaît seulement « la liberté de chercher un travail....dans tout Etat membre» (art II-75) d'où le droit de circulation des salariés dans toute l'Europe = retour du nomadisme. « Les travailleurs ont le droit de circuler librement à l'intérieur de l'Union. » (art III-133).

[10] Acheté par les fonds de pension américain qui spéculent sur l'absence de logements sociaux (vente à la découpe à Marseille).

[11] Le Droit à la santé (Constitution de 1958) disparaît. « L'union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations... » (art II-94), or l'accès aux prestations, n'est pas le droit à la santé et ouvre la porte à la marchandisation des prestations, vu la politique publique (voir 3 et 4).

[12] Agence d'intérim. La recherche de « flexibilité » (MEDEF), vise à faire de l'intérim, le statut dominant du « marché du travail ». L'essentiel des emplois créés aujourd'hui est de nature précaire. Objectif : faire disparaître les statuts (Public) et code du travail (Privé).

[13] Dont le gouvernement n'avait fait « qu'ouvrir le capital », comme l'a proposé Sarkozy, pour E.D.F.

[14] (AREVA / E.D.F). Ceci en correspondance avec la constitution qui pour l'énergie renvoie au marché (art III-256). A quand un accident nucléaire majeur en France ?? car privatisation = recherche de profit = baisse des emplois = baisse des contrôles et de l'entretien.

René MARION